



COMMISSION  
EUROPÉENNE

Bruxelles, le 28.7.2023  
C(2023) 4989 final

## **DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION**

**du 28.7.2023**

**modifiant la décision d'exécution C(2020) 5652 relative au programme d'action  
annuel 2020 concernant la coopération en matière de sûreté nucléaire, à financer sur le  
budget général de l'Union pour 2020**

# DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 28.7.2023

**modifiant la décision d'exécution C(2020) 5652 relative au programme d'action annuel 2020 concernant la coopération en matière de sûreté nucléaire, à financer sur le budget général de l'Union pour 2020**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique,

vu le règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012<sup>1</sup>, et notamment son article 110,

vu le règlement (Euratom) n° 237/2014 du Conseil du 13 décembre 2013 instituant un instrument relatif à la coopération en matière de sûreté nucléaire<sup>2</sup>, et notamment son article 7, paragraphe 1,

considérant ce qui suit:

- (1) Par sa décision C(2020) 5652 du 21 août 2020, la Commission a adopté le programme d'action annuel 2020 concernant la coopération en matière de sûreté nucléaire.
- (2) Cette décision prévoyait notamment le financement d'actions se rapportant aux déchets nucléaires dans la zone d'exclusion de Tchernobyl, en Ukraine.
- (3) Le 24 février 2022, la Fédération de Russie a entamé une guerre d'invasion en Ukraine. La zone d'exclusion de Tchernobyl, située à la frontière avec la Biélorussie, a été l'un des points d'entrée des forces russes et a été occupée jusqu'au 31 mars 2022. Les mouvements massifs de véhicules militaires dans les territoires contaminés et les dégâts causés aux infrastructures ont fait évoluer les critères d'entreposage des déchets nucléaires et ont accru le risque de contamination des eaux souterraines. Il convient donc de prévoir plus de souplesse dans l'affectation des ressources entre les services et les fournitures. La situation actuelle justifie également la gestion indirecte de la totalité du budget par une entité bien ancrée en Ukraine et ayant fait l'objet de l'évaluation des piliers.
- (4) Il y a donc lieu de modifier la décision C(2020) 5652 en conséquence.
- (5) Les modifications prévues dans la présente décision ne relèvent pas des catégories de modifications pour lesquelles l'avis préalable du comité est requis. Il convient que le comité de coopération en matière de sûreté nucléaire institué en vertu de l'article 11 du règlement (Euratom) n° 237/2014 du 13 décembre 2013 soit informé de la présente décision dans un délai d'un mois à compter de son adoption,

---

<sup>1</sup> JO L 193 du 30.7.2018, p. 1.

<sup>2</sup> JO L 77 du 15.3.2014, p. 109.

DÉCIDE:

*Article unique*

L'annexe 2 de la décision d'exécution C(2020) 5652 du 21 août 2020 est remplacée par le texte figurant en annexe de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 28.7.2023

*Par la Commission*

*Jutta URPILAINEN*

*Membre de la Commission*